

## Jours ordinaires à la brigade des mineurs de Paris (1/2)

# Terminus enfance

**Au printemps, «Libération» a pu suivre, pendant plusieurs jours, le travail de la brigade des mineurs de Paris. Auditions, vérifications, enquêtes sociales, mais aussi traque de la pornographie infantine sur le Net: reportage au cœur de la plus importante brigade, en France, chargée des enfants et adolescents victimes. (Demain: la cellule «Internet» de la brigade.)**

**P**remier volet de notre enquête: une journée de permanence avec l'équipe «Ouest». Passent une mère et sa fillette de 4 ans, une jeune fille de 17 ans abusée par son père, le père incestueux, un mineur fugueur, de faux mineurs angolais en quête d'hébergement.

dont la commandante. On évoque les dossiers arrivés dans la nuit. Une enfant de 4 ans, qui, affirme sa mère, a été abusée par un petit voisin et un suicide d'adolescent, une affaire «carrée» pour tout le monde celle-là, sauf que le légiste a introduit un doute: il y aura autopsie. Francine (1), la commandante, appelle l'Institut médico-légal. Puis les parents, l'école du frère du suicidé pour un soutien psychologique. On parle de l'odeur des cadavres. La beauté des petits corps décédés, «on dirait qu'ils dorment». Le plus dur, c'est les bébés. «Atroce.» Le suicidé avait 14 ans. Personne ne veut aller à l'autopsie, prévue le lendemain à huit heures.

On lit les dépositions. Celle de la mère de la gamine de 4 ans. Elle affirme qu'il y a eu viol, mais n'a rien

### Mardi, 9 heures

Un sol en linoléum, un bureau, quelques chaises en Skai et des fenêtres grillagées, «pour qu'ils ne sautent pas». Ceux qui défilent ici: des pères incestueux ou des pédophiles. Au cinquième étage d'un bâtiment en bord de Seine, la salle de permanence de la brigade des mineurs est occupée, cette journée de mai, par le groupe d'enquêtes Ouest. Quatre hommes et quatre femmes,

marqué sur le corps de son enfant. Elle est arrivée en pleine nuit: après audition, on l'a orientée vers un hôpital, pour l'examen médical de sa fille. «Il faut l'entendre à nouveau, ainsi que la petite.» Elles sont attendues dans la matinée. La commissaire Nicole Tricart passe, avec son adjointe Yvette Bertrand pour orienter les investigations et rappeler à chacun, constamment, qu'il faut se méfier des premières impressions. «Ici, on traite tous les dossiers jusqu'au bout, même ceux qui nous paraissent «légers» de prime abord. Il ne faut rien laisser au hasard.» Très présente, la hiérarchie l'est par tradition, mais aussi par précaution: avec les mineurs, il convient d'être vigilant, surtout depuis l'an dernier. Le travail de ces policiers a été sévèrement mis en cause, par les médias et quelques associations, à propos d'un fichier pédophile. Tous ont vécu ces attaques comme une «injustice». Parce qu'ils «bossent beaucoup». Parce qu'ils ont choisi d'être ici, avec les mineurs, dans cette brigade «rigoureuse».

Un officier vient d'entendre une femme: elle craint que son ex-ami ne parte à l'étranger avec sa fille. Mais c'est sa fille à lui, la femme n'a aucun droit sur la gamine. Elle repart désespérée. «C'est souvent du Zola», dit le policier. A la permanence comme dans chacun des groupes, on s'occupe des affaires pénales, mais aussi du social. De la misère humaine. Des enfants à propos desquels enseignants, médecins ou éducateurs font des signalements. S'inquiétant pour leur santé, leur entourage. On les appelle des «mineurs en danger». A chaque fois, les policiers effectuent une enquête. A l'issue de laquelle un magistrat décidera, ou non, d'un placement. Aujourd'hui, au-

cun cas de ce genre. Heureusement, parce que comme à chaque tour de permanence, on pare au plus pressé. Au plus urgent.

**13 heures.** Des policiers vont déjeuner, quelques-uns restent au bureau. Chaque fois qu'on quitte les lieux, un peu de la tension reste derrière. On respire, on parle plus librement. Certains, nouvellement arrivés, savent déjà qu'ils ne s'y feront jamais. «*Trop pénible à vivre.*» D'autres sont là depuis dix, quinze ou vingt ans. Mordus. Ils voient les choses changer. Et les moyens manquer. «*On faisait moins de pénal avant. Pourtant on était plus nombreux.*» A mesure que les effectifs fondaient, les affaires se sont modifiées. Complexifiées. Multipliées. Dans le nouvel éventail des cas «modernes» (on n'ose pas dire «à la mode»), il y a les fausses allégations d'abus sexuels, les bébés secoués et les «tournantes», ces jeunes filles victimes de viols collectifs auxquels participent, parfois, leurs petits amis. Autant de dossiers «compliqués», parce qu'il est difficile d'établir quoi que ce soit. Affabulations? Névrose? Faiblesse? «*Les victimes de tournantes, par exemple, ne savent pas dire non. Ce sont des proies faciles.*» Des policières ne disent mot. Elles confieront, plus tard, qu'une femme n'a pas forcément la même façon de voir les choses qu'un homme. Surtout à propos du viol. Et du «consentement». Mais tous, hommes et femmes, peut-être un peu déformés par leur métier, s'accordent sur un point. Il y a du sexe partout. Trop de sexe. Trop de mots et trop d'images.

**15 heures.** Une jeune fille vient porter plainte. Elle a 17 ans. Son père, dit-elle, la viole depuis ses 12 ans. Elle s'est enfuie, a peur. Camille, la jeune lieutenant qui sort de l'école de police, prend sa déposition qui est nourrie, précise. C'est sa première grosse affaire. Camille est retournée, remontée. Une mini-réunion et la décision d'aller arrêter le père aussitôt est prise. Les officiers apportent leurs armes au cas où, les menottes, et partent à plusieurs. Ceux qui restent, s'attendent aux autres affaires. La mère de la gamine de 4 ans, qui est là: il faut la réentendre. Les deux «mineurs isolés» qui patientent dans le couloir.

On appelle ainsi les enfants ou adolescents étrangers, sans famille, qui se présentent à la brigade pour un placement en foyer d'accueil. Ceux-ci sont angolais, taillés comme des basketteurs. Ont-ils vraiment moins de 18 ans? La commandante téléphone aux UMJ (unités médico-judiciaires) de l'Hôtel-Dieu, de l'autre côté de la Seine. Les deux jeunes gens y sont envoyés pour un «âge osseux»; une radio du poignet, qui permet d'évaluer leur âge. S'ils sont mineurs, ils auront droit à un foyer et pourront obtenir des papiers. S'ils sont majeurs, et donc en situation

irrégulière, ils deviennent expulsables. Le temps passe, les deux jeunes ne reviennent pas. Les UMJ appellent: ils étaient bien majeurs.

Dans une pièce toute claire, Corinne s'assied par terre, à côté de Julie, 4 ans, qui vient d'arriver avec sa maman – réentendue à côté. D'après la mère, Julie a

été violée par un voisin, âgé de 14 ans. Il faut tenter d'en savoir plus. Il y a bien une salle, à la brigade des mineurs, aménagée pour l'audition des enfants, avec peluches, grands posters, jouets et caméra vidéo. Mais Corinne a choisi de procéder autrement. «*La gamine est fatiguée, trop jeune, ça risque de ne rien donner. Il vaut mieux qu'on discute comme ça.*» Les questions de la policière sont ouvertes; il ne faut pas dire «*Qui t'a fait du mal?*» mais plutôt «*Que s'est-il passé?*» Ne jamais rien induire. Etre patiente. Ne pas forcer. Des trois-quarts d'heure de tête-à-tête, Corinne ressort indécise. A propos de son agresseur présumé, la gamine a dit «*il m'a touchée*», mais elle a

## La brigade en chiffres

En 2000, les 73 policiers de la brigade des mineurs, serrés sur deux étages d'un vieux bâtiment quai de Gesvres, en bord de Seine, ont reçu plusieurs milliers d'enfants et d'adolescents. Dirigés par la commissaire Nicole Tricart, les six groupes de la brigade sont répartis par secteurs géographiques (le nord, l'ouest ou le sud de Paris), et par domaines d'intervention: trois «groupes d'enquêtes» se chargent des violences intrafamiliales (dont les incestes) et des enquêtes sociales, deux «groupes opérationnels» s'occupent des violences extra-familiales (dont la pédophilie) et des fugues; enfin, un «groupe opérationnel de recherche» a notamment pour mission de pister, sur l'Internet, les diffuseurs (et éventuels auteurs) d'images de pornographie infantile. L'an dernier, ces six groupes ont eu à traiter 1607 fugues, 2000 dossiers de mineurs «en danger» et 484 affaires de violences sexuelles (dont 170 viols) – en 1994, à titre de comparaison, la brigade avait enregistré 294 cas de violences sexuelles.

dit aussi «*il m'a pas embêtée*». On fait le point avec la commandante. Il faut attendre les résultats des prélèvements à l'hôpital. Calmer la mère. Penser à convoquer le jeune garçon. Mais déjà, les policiers ont leur idée: «*Affaire pourrie.*» Bien sûr, précisent-ils aussitôt, «*on va tout vérifier*». Des dossiers comme ça, bancals, ils en reçoivent de plus en plus. «*Allez savoir ce qui se passe dans la tête des gens! Il sont sincères, ils croient vraiment qu'il s'est passé quelque chose! Et pourtant non. Ça nous exaspère. Parce qu'au final, c'est les gamins qui morflent.*»

**17 heures.** Le père de la jeune fille de 17 ans, venue porter plainte à l'heure du déjeuner, est placé en garde à vue. Lors de son arrestation, «*sa femme n'a pas eu l'air étonné*». Elle est entendue dans une pièce, lui dans une autre. L'homme hébété, nie. Pierre, quinze ans de police derrière lui: «*On appelle ça le PV de chique. Comme dans "chiqué". La première audition, ils ne disent jamais rien.*» Au bout d'une heure, un avocat arrive, en vertu de la nouvelle loi sur la présomption d'innocence. Debout dans le couloir, il prend connaissance des charges qui pèsent contre le gardé à vue. Le rencontre une demi-heure. Repart. Dans la pièce au lino, Francine la commandante est au télépho-

ne. Une journée décidément chargée. On lui annonce l'arrivée de mineurs en fugue, chopés dans la rue. Dont Magyd, 11 ans, qui se tient sur le pas de la porte, encadré par deux policiers en tenue. Magyd a fait l'école buissonnière aujourd'hui, c'est la troisième fois en quelques semaines. Il traînait dans une gare quand les gardiens de la paix l'ont repéré. Le gamin fluet porte un énorme cartable. On prévient son père. En attendant sa venue, une policière parle avec Magyd, s'assure que tout va bien. Dans un grand cahier, sera quand même consigné le «passage» du petit garçon, comme on note l'identité de tous les fugueurs: «Pour avoir une trace; s'ils recommencent, s'ils se font agresser ou s'ils agressent plus tard.»

L'après-midi s'achève. Les plaisanteries sont plus rares qu'au matin. Un policier dit: «Des fois, on aurait besoin de parler, d'avoir un soutien psychologique.» Le téléphone sonne encore. Un commissariat de quartier qui appelle, pour signaler «un père seul avec ses trois enfants. La mère est à l'hôpital, il craque, il a peur de faire une connerie». Dans la pièce, tout le monde se regarde. Lassitude. Finalement, un car de Police-Secours passe au domicile du père. Réglé: quelqu'un de sa famille viendra l'aider pour la nuit. Reste à savoir qui ira, demain matin, à l'autopsie du gamin suicidé. Chacun s'invente des choses à faire. La commandante se dévoue, la journée s'achève.

**Mercredi, 9 heures.** Le groupe d'enquêtes Ouest reprend les affaires en souffrance. Pour le jeune suicidé de 14 ans, l'autopsie menée à l'aube a confirmé la thèse des policiers: il s'est tiré une balle dans la tête. Reste à remplir une tonne de papiers, à informer les parents. Là comme à chaque fois, on sent la compassion, la souffrance partagée, voire l'identification. Une officier raconte: «Une fois, j'ai été appelée en pleine nuit pour une femme qui avait coupé la tête de sa fille de cinq ans. A cette époque ma fille avait le même âge. Je n'ai pas arrêté de vomir en rentrant chez moi.» Ici, les homicides d'enfants font aussi partie du boulot.

Il reste le gros dossier d'hier. Celui du père incestueux. Il a passé la nuit en garde à vue. Ce matin, les policiers sont allés perquisitionner chez lui. Ont retrouvé les lettres qu'il écrivait à sa fille. Nouvel interrogatoire. Deux officiers se relaient, un peu comme au cinéma. La «méchante» vouvoie l'homme qui nie mollement

et lui demande s'il prend conscience de ses actes. Le «gentil» le tutoie, lui offre des cigarettes et lui dit que pour sa fille, il faut qu'il avoue. «Ça ne sert à rien de les traiter de monstres. Sinon ils se ferment. Le but, c'est qu'on soit les premières personnes à qui ils parlent.» Dans la pièce, l'homme est accablé. Les fellations, les pénétrations, il pensait que sa gamine «était d'accord». Le soir même, il dormira en prison. Pour la bri-

gade des mineurs, l'affaire est close; c'est rare que ça aille aussi vite, que ça s'enchaîne aussi «bien». La satisfaction se lit sur les visages. Mais déjà, il faut s'y remettre, les mains dans le sordide, les yeux dans la misère ●

FRANÇOISE-MARIE SANTUCCI

photos RÉMY LAINÉ

(1) Tous les prénoms, ceux des policiers comme ceux des victimes, ont été modifiés.